

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Notes	2019	2018	2019	2018
ACTIVITÉS POURSUIVIES					
Produits des activités ordinaires	2	1 413	1 284	4 323	3 974
Charges d'exploitation	5	(1 059)	(966)	(3 220)	(2 882)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(38)	(24)	(110)	(83)
Dotation aux amortissements des logiciels		(117)	(96)	(326)	(294)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(28)	(26)	(80)	(83)
Autres profits d'exploitation, montant net	6	91	1	396	13
Bénéfice d'exploitation		262	173	983	645
Charges financières, montant net :					
Charge d'intérêts, montant net	7	(40)	(82)	(112)	(241)
Autres (charges financières) produits financiers	7	(3)	(11)	(32)	10
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		219	80	839	414
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(304)	1	(555)	5
Produit (charge) d'impôt	9	13	(128)	(35)	(152)
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies		(72)	(47)	249	267
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, après impôt	10	28	349	(9)	381
(Perte) bénéfice net		(44)	302	240	648
(Perte) bénéfice attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires		(44)	272	240	558
Participations ne donnant pas le contrôle		–	30	–	90
Résultat par action	11				
Résultat de base et dilué par action :					
Tiré des activités poursuivies		(0,14) \$	(0,06) \$	0,49 \$	0,38 \$
Tiré des activités abandonnées		0,05	0,45	(0,02)	0,41
Résultat de base et dilué par action		(0,09) \$	0,39 \$	0,47 \$	0,79 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018	2019	2018
(Perte) bénéfice net		(44)	302	240	648
Autres éléments du résultat global :					
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :					
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	5	(24)	(14)	44
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		(8)	20	6	(38)
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		(62)	(49)	(27)	(250)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(84)	—	(110)	—
Produit d'impôt lié à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		21	—	27	—
Reclassement des écarts de conversion à la cession d'entreprises		—	—	9	—
		(128)	(53)	(109)	(244)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :					
Ajustements de la juste valeur des actifs financiers	12	4	—	5	—
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(70)	15	(80)	126
Produit (charge) d'impôt lié à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		21	(2)	23	(29)
Quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(1)	—	8	—
Charge d'impôt liée à la quote-part des autres éléments du résultat global des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		—	—	(2)	—
		(46)	13	(46)	97
Autres éléments du résultat global		(174)	(40)	(155)	(147)
Résultat global		(218)	262	85	501
Résultat global de la période attribuable aux :					
Actionnaires ordinaires					
Activités poursuivies		(246)	(51)	94	172
Activités abandonnées		28	283	(9)	239
Participations ne donnant pas le contrôle – activités abandonnées		—	30	—	90
Résultat global		(218)	262	85	501

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 147	2 706
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 112	1 313
Autres actifs financiers	12	55	76
Charges payées d'avance et autres actifs courants		554	434
Actifs courants		2 868	4 529
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net		527	473
Logiciels, montant net		952	908
Autres immobilisations incorporelles identifiées, montant net		3 416	3 324
Goodwill		5 664	5 076
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	1 530	2 186
Autres actifs financiers	12	455	53
Autres actifs non courants	13	542	446
Actifs d'impôt différé		30	31
Total de l'actif		15 984	17 026
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	—	3
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	1 048	1 549
Produits différés		818	815
Autres passifs financiers	12	104	95
Passifs courants		1 970	2 462
Dette à long terme	12	3 229	3 213
Provisions et autres passifs non courants	15	1 260	1 268
Autres passifs financiers	12	293	79
Passifs d'impôt différé		643	794
Total du passif		7 395	7 816
Capitaux propres			
Capital-actions	16	5 396	5 348
Résultats non distribués		4 177	4 739
Cumul des autres éléments du résultat global		(984)	(877)
Total des capitaux propres		8 589	9 210
Total du passif et des capitaux propres		15 984	17 026
Éventualités (note 19)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	Notes	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux :					
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION					
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies		(72)	(47)	249	267
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		38	24	110	83
Dotation aux amortissements des logiciels		117	96	326	294
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		28	26	80	83
Pertes (profits) nets à la cession d'entreprises et de placements		1	—	(20)	—
Impôt différé		(65)	82	(145)	57
Autres	17	233	49	314	107
Cotisation aux régimes de retraite		—	—	(167)	—
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	20	37	(242)	(63)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		300	267	505	828
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(36)	583	(158)	1 244
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		264	850	347	2 072
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	18	(816)	(32)	(821)	(60)
Produit des cessions d'entreprises et de placements, déduction faite de l'impôt payé		5	6	62	6
Dépenses d'investissement		(125)	(110)	(365)	(420)
(Paielements sur) produit des cessions d'immobilisations corporelles		(2)	—	—	27
Autres activités d'investissement		1	1	5	19
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies		(937)	(135)	(1 119)	(428)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités abandonnées		—	(110)	29	(356)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(937)	(245)	(1 090)	(784)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Produit tiré de la dette		—	—	—	1 370
Remboursements sur la dette		—	(500)	—	(1 370)
Emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net		—	17	—	78
Paielements au titre du capital des contrats de location		(12)	—	(35)	—
Rachats d'actions ordinaires	16	(98)	(129)	(288)	(488)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		—	(1)	(2)	(2)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(175)	(232)	(524)	(707)
Autres activités de financement		1	9	38	10
Flux de trésorerie de financement liés aux activités poursuivies		(284)	(836)	(811)	(1 109)
Flux de trésorerie de financement liés aux activités abandonnées		—	(25)	—	(60)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(284)	(861)	(811)	(1 169)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des découverts bancaires		(957)	(256)	(1 554)	119
Écarts de conversion		(4)	(9)	(2)	(21)
Trésorerie et découverts bancaires au début de la période		2 108	1 231	2 703	868
Trésorerie et découverts bancaires à la fin de la période		1 147	966	1 147	966
La trésorerie et les découverts bancaires à la fin de la période sont composés des éléments suivants :					
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 147	507	1 147	507
Trésorerie et équivalents de trésorerie inclus dans les actifs détenus en vue de la vente		—	461	—	461
Découverts bancaires		—	(2)	—	(2)
		1 147	966	1 147	966
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.					
Intérêts payés		(18)	(31)	(114)	(173)
Intérêts reçus		12	4	39	9
Impôt sur le résultat payé	17	(110)	(55)	(279)	(150)

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tiennent compte des intérêts reçus et des intérêts payés et sont présentés après effets de couverture de la dette connexe.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non compta- bilisé sur les ins- truments financiers	Écarts de con- version	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2018	3 443	1 905	5 348	4 739	10	(887)	(877)	9 210
Incidence de l'adoption d'IFRS 16 (note 1)	—	—	—	11	—	—	—	11
Solde après l'adoption d'IFRS 16	3 443	1 905	5 348	4 750	10	(887)	(877)	9 221
Résultat net	—	—	—	240	—	—	—	240
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(48)	(25)	(82)	(107)	(155)
Résultat global	—	—	—	192	(25)	(82)	(107)	85
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	—	—	—	(2)	—	—	—	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	—	—	—	(541)	—	—	—	(541)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	17	—	17	—	—	—	—	17
Rachats d'actions ordinaires	(28)	—	(28)	(222)	—	—	—	(250)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	151	(92)	59	—	—	—	—	59
Solde au 30 septembre 2019	3 583	1 813	5 396	4 177	(15)	(969)	(984)	8 589

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non compta- bilisé sur les ins- truments financiers	Écarts de con- version	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attri- buables aux proprié- taires de la société	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2017	9 306	243	9 549	7 201	16	(3 689)	(3 673)	13 077	498	13 575
Incidence de l'adoption d'IFRS 15	—	—	—	172	—	—	—	172	—	172
Solde après l'adoption d'IFRS 15	9 306	243	9 549	7 373	16	(3 689)	(3 673)	13 249	498	13 747
Résultat net	—	—	—	558	—	—	—	558	90	648
Autres éléments du résultat global	—	—	—	97	6	(250)	(244)	(147)	—	(147)
Résultat global	—	—	—	655	6	(250)	(244)	411	90	501
Variation de la participation dans une filiale	—	—	—	29	—	—	—	29	(1)	28
Distributions liées aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	—	—	(60)	(60)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	—	—	—	(2)	—	—	—	(2)	—	(2)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	—	—	—	(732)	—	—	—	(732)	—	(732)
Actions émises aux termes du RRD	25	—	25	—	—	—	—	25	—	25
Rachats d'actions ordinaires	(159)	—	(159)	(329)	—	—	—	(488)	—	(488)
Plan de rachat d'actions prédéfini	(147)	—	(147)	(365)	—	—	—	(512)	—	(512)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	113	(70)	43	—	—	—	—	43	—	43
Solde au 30 septembre 2018	9 138	173	9 311	6 629	22	(3 939)	(3 917)	12 023	527	12 550

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada), dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société est une agence de presse de premier plan et un important fournisseur d'outils d'information destinés aux professionnels.

Base d'établissement

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception de ce dont il est question ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées. La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à des estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 décrit les domaines particulièrement complexes ou ceux qui exigent un plus grand recours au jugement ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, qui sont présentés dans le rapport annuel 2018 de la société.

Le 1^{er} octobre 2018, la société a vendu une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque à des fonds de capital-investissement gérés par Blackstone. La société a conservé une participation de 45 % dans le secteur, qui s'appelle maintenant Refinitiv. Le secteur Activités financières et risque a été présenté en tant qu'activité abandonnée depuis le début de 2018 jusqu'à la date de clôture de la transaction.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet.

Dans le présent document, « \$ » désigne le dollar américain et « \$ CA », le dollar canadien.

Retraitement des états financiers de périodes précédentes

Depuis le 1^{er} octobre 2018, la société comptabilise sa quote-part de la perte après impôt tirée de sa participation de 45 % dans Refinitiv, une participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, en résultat net. Au troisième trimestre de 2019, une inexactitude faisant en sorte que la quote-part de la perte après impôt dans Refinitiv était sous-évaluée depuis le quatrième trimestre de 2018 a été relevée. Cette inexactitude en ce qui a trait aux actions privilégiées émises par Refinitiv au consortium Blackstone s'explique par une différence de principe comptable entre les PCGR des États-Unis, base selon laquelle Refinitiv prépare ses états financiers, et les IFRS, base selon laquelle Thomson Reuters prépare ses états financiers. Plus précisément, Refinitiv comptabilise, conformément aux PCGR des États-Unis, ses actions privilégiées dans les capitaux propres, mais ces titres auraient dû être comptabilisés dans la dette aux termes des IFRS. Par conséquent, la quote-part de la perte après impôt de Refinitiv revenant à la société établie selon les IFRS aurait dû être plus élevée pour rendre compte de la charge d'intérêts connexe. Cette inexactitude n'a pas eu d'incidence sur les produits des activités ordinaires, le résultat d'exploitation, les mesures sectorielles ni les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation.

La société a effectué une évaluation de l'importance conformément au Staff Accounting Bulletin (« SAB ») n° 99, *Materiality*, et au SAB n° 108, *Considering the Effects of Prior Year Misstatements when Quantifying Misstatements in Current Year Financial Statements*, publiés par la Securities and Exchange Commission, et a conclu que l'inexactitude n'était pas significative pour ses états financiers déjà publiés. Toutefois, comme l'incidence d'un retraitement du montant cumulé de l'inexactitude pour le troisième trimestre de 2019 aurait été significative pour le résultat net du trimestre, la société a retraité ses états financiers déjà publiés comme il est indiqué plus loin. De plus, à l'occasion de ce retraitement, la société a corrigé d'autres inexactitudes non reliées pour les périodes précédentes visées, lesquelles inexactitudes n'étaient pas non plus significatives pour aucun de ses états financiers déjà publiés. Ces inexactitudes non liées comprennent le reclassement de certains montants de produits et de charges, qui se rapportaient à des éléments libellés en monnaie étrangère dans des économies hyperinflationnistes, pour le troisième et le quatrième trimestre de 2018, mais ces retraitements n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers audités de la société pour l'exercice complet de 2018.

L'effet du retraitement est présenté dans les tableaux qui suivent :

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET	Trimestre clos le 30 septembre 2018			Trimestre clos le 31 décembre 2018		
	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	1 292	(8)	1 284	1 519	8	1 527
Charges d'exploitation	(985)	19	(966)	(1 230)	(19)	(1 249)
Bénéfice d'exploitation	162	11	173	146	(11)	135
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	69	11	80	130	(11)	119
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1	-	1	(217)	(21)	(238)
(Charge) produit d'impôt	(128)	-	(128)	11	5	16
Perte liée aux activités poursuivies	(58)	11	(47)	(76)	(27)	(103)
Bénéfice net	291	11	302	3 402	(27)	3 375
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	261	11	272	3 402	(27)	3 375
Résultat de base et dilué par action, tiré des activités poursuivies	(0,08) \$	0,02 \$	(0,06) \$	(0,14) \$	(0,05) \$	(0,19) \$
Résultat de base et dilué par action	0,37 \$	0,02 \$	0,39 \$	6,18 \$	(0,05) \$	6,13 \$
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL						
Bénéfice net	291	11	302	3 402	(27)	3 375
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres	(38)	(11)	(49)	(48)	11	(37)
Autres éléments du résultat global	(29)	(11)	(40)	2 972	11	2 983
Résultat global	262	-	262	6 374	(16)	6 358
Résultat global de la période attribuable aux actionnaires ordinaires, activités poursuivies	(51)	-	(51)	(307)	(16)	(323)
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE						
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						
Perte liée aux activités poursuivies	(58)	11	(47)	(76)	(27)	(103)
Ajustements au titre des éléments suivants :						
Impôt différé	82	-	82	(224)	(5)	(229)
Autres	60	(11)	49	276	32	308
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	850	-	850	(10)	-	(10)

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2018			Exercice clos le 31 décembre 2018		
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités
Produits des activités ordinaires	3 982	(8)	3 974	5 501	–	5 501
Charges d'exploitation	(2 901)	19	(2 882)	(4 131)	–	(4 131)
Bénéfice d'exploitation	634	11	645	780	–	780
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	403	11	414	533	–	533
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	5	–	5	(212)	(21)	(233)
Charge d'impôt	(152)	–	(152)	(141)	5	(136)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	256	11	267	180	(16)	164
Bénéfice net	637	11	648	4 039	(16)	4 023
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	547	11	558	3 949	(16)	3 933
Résultat de base par action tiré des activités poursuivies	0,36 \$	0,02 \$	0,38 \$	0,27 \$	(0,02) \$	0,25 \$
Résultat de base par action	0,77 \$	0,02 \$	0,79 \$	5,91 \$	(0,02) \$	5,89 \$
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,36 \$	0,02 \$	0,38 \$	0,27 \$	(0,03) \$	0,24 \$
Résultat dilué par action	0,77 \$	0,02 \$	0,79 \$	5,91 \$	(0,03) \$	5,88 \$
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL						
Bénéfice net	637	11	648	4 039	(16)	4 023
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres	(239)	(11)	(250)	(287)	–	(287)
Autres éléments du résultat global	(136)	(11)	(147)	2 836	–	2 836
Résultat global	501	–	501	6 875	(16)	6 859
Résultat global de la période attribuable aux actionnaires ordinaires, activités poursuivies	172	–	172	(135)	(16)	(151)
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE						
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION						
Bénéfice lié aux activités poursuivies	256	11	267	180	(16)	164
Ajustements au titre des éléments suivants :						
Impôt différé	57	–	57	(167)	(5)	(172)
Autres	118	(11)	107	394	21	415
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	2 072	–	2 072	2 062	–	2 062

	Trimestre clos le 31 mars 2019			Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(97)	(16)	(113)	(126)	(12)	(138)	(223)	(28)	(251)
Charge d'impôt	(5)	4	(1)	(50)	3	(47)	(55)	7	(48)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	126	(12)	114	216	(9)	207	342	(21)	321
Bénéfice net	116	(12)	104	189	(9)	180	305	(21)	284
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	116	(12)	104	189	(9)	180	305	(21)	284
Résultat de base par action tiré des activités poursuivies	0,25 \$	(0,02) \$	0,23 \$	0,43 \$	(0,02) \$	0,41 \$	0,68 \$	(0,04) \$	0,64 \$
Résultat de base par action	0,23 \$	(0,02) \$	0,21 \$	0,38 \$	(0,02) \$	0,36 \$	0,60 \$	(0,04) \$	0,56 \$
Résultat dilué par action tiré des activités poursuivies	0,25 \$	(0,03) \$	0,22 \$	0,43 \$	(0,02) \$	0,41 \$	0,68 \$	(0,04) \$	0,64 \$
Résultat dilué par action	0,23 \$	(0,03) \$	0,20 \$	0,37 \$	(0,01) \$	0,36 \$	0,60 \$	(0,04) \$	0,56 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Bénéfice net	116	(12)	104	189	(9)	180	305	(21)	284
Résultat global	114	(12)	102	210	(9)	201	324	(21)	303
Résultat global de la période attribuable aux actionnaires ordinaires, activités poursuivies	124	(12)	112	237	(9)	228	361	(21)	340

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Bénéfice lié aux activités poursuivies	126	(12)	114	216	(9)	207	342	(21)	321
Ajustements au titre des éléments suivants :									
Impôt différé	(64)	(4)	(68)	(9)	(3)	(12)	(73)	(7)	(80)
Autres	130	16	146	(77)	12	(65)	53	28	81
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	(168)	28	(140)	(94)	(28)	(122)	(262)	–	(262)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies	(1)	28	27	206	(28)	178	205	–	205
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(58)	28	(30)	141	(28)	113	83	–	83

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement	(110)	(28)	(138)	(130)	28	(102)	(240)	–	(240)
Flux de trésorerie d'investissement liés aux activités poursuivies	(77)	(28)	(105)	(105)	28	(77)	(182)	–	(182)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(48)	(28)	(76)	(105)	28	(77)	(153)	–	(153)

	31 décembre 2018			31 mars 2019			30 juin 2019		
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	2 207	(21)	2 186	2 074	(37)	2 037	1 969	(49)	1 920
Total de l'actif	17 047	(21)	17 026	16 459	(37)	16 422	16 453	(49)	16 404
Impôt différé	799	(5)	794	711	(9)	702	712	(12)	700
Total du passif	7 821	(5)	7 816	7 491	(9)	7 482	7 355	(12)	7 343
Résultats non distribués	4 755	(16)	4 739	4 473	(28)	4 445	4 577	(37)	4 540
Total des capitaux propres	9 226	(16)	9 210	8 968	(28)	8 940	9 098	(37)	9 061
Total du passif et des capitaux propres	17 047	(21)	17 026	16 459	(37)	16 422	16 453	(49)	16 404

	30 septembre 2018		
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	Chiffres publiés	Retraitement	Chiffres retraités
Résultats non distribués	6 618	11	6 629
Cumul des autres éléments du résultat global	(3 906)	(11)	(3 917)
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 023	–	12 023
Total des capitaux propres	12 550	–	12 550

Changements touchant les méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui instaure un unique modèle de comptabilisation des contrats de location éliminant la distinction qui existait antérieurement entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement du point de vue du preneur à bail. IFRS 16 a été adoptée selon la méthode d'application rétrospective modifiée, qui comprend une série de mesures de simplification et de choix. Selon cette approche, l'effet cumulatif de la première application, soit 11 M\$, a été comptabilisé en tant qu'ajustement des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2019 et les données comparatives n'ont pas été retraitées. Depuis le 1^{er} janvier 2019, la société :

- comptabilise les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives à l'état consolidé de la situation financière pour les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois;
- amortit les actifs au titre de droits d'utilisation selon le mode linéaire sur la plus courte de la durée d'utilité estimative du bien ou de la durée résiduelle du contrat de location;
- présente les charges d'intérêts sur les obligations locatives en tant que composante du poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net;
- présente la composante capital du total de ses paiements de loyers au titre des activités de financement et la composante intérêts au titre des activités d'exploitation dans le tableau consolidé des flux de trésorerie;
- comptabilise une créance découlant des contrats de sous-location équivalant à l'investissement net dans le contrat de location à l'état consolidé de la situation financière.

Avant le 1^{er} janvier 2019, la société classait tous ses engagements liés à des contrats de location comme des contrats de location simple et elle ne les comptabilisait pas à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements aux termes des contrats de location simple étaient comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location au titre des charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net et les paiements aux termes des contrats de location simple étaient présentés au titre des activités d'exploitation dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

La société a utilisé certaines mesures de simplification et fait certains choix au 1^{er} janvier 2019, date de la première application d'IFRS 16. Plus précisément, la société :

- a continué de traiter les contrats qui étaient classés comme des contrats de location selon la norme comptable précédente comme des contrats de location aux termes d'IFRS 16;
- a évalué les actifs au titre des droits d'utilisation et les obligations locatives, quelle que soit la date d'entrée en vigueur du contrat de location, au moyen des taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019;
- a conservé les évaluations précédentes des contrats de location déficitaires réalisées aux termes d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*;
- a exclu des actifs et des passifs comptabilisés, selon le cas : a) les coûts directs initiaux engagés pour conclure le contrat de location, b) les contrats de location ayant une durée restante de 12 mois ou moins à compter du 1^{er} janvier 2019 et c) les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Tous ces éléments continueront d'être comptabilisés à titre de charges d'exploitation à l'état consolidé du résultat net.

Le tableau suivant présente un rapprochement des engagements liés aux contrats de location simple au 31 décembre 2018 et des obligations locatives inscrites à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019, date de première application.

	1 ^{er} janvier 2019
Engagements liés aux contrats de location simple au 31 décembre 2018	329
Contrats de location débutant après le 1 ^{er} janvier 2019	(65)
Engagements liés aux contrats de location simple qui sont assujettis à l'adoption d'IFRS 16	264
Actualisation au taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 1 ^{er} janvier 2019, soit 4,1 %	(26)
Exemption pour les contrats de location à court terme	(41)
Obligations locatives au 1 ^{er} janvier 2019	197

Le tableau qui suit présente l'incidence de l'adoption sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019.

	31 décembre		1 ^{er} janvier
	2018		2019
	Chiffres retraités	Ajustement découlant de l'adoption d'IFRS 16	Solde d'ouverture
Autres actifs financiers courants	76	6	82
Charges payées d'avance et autres actifs courants	434	(5)	429
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net	473	128	601
Autres actifs financiers non courants	53	34	87
Total de l'actif	17 026	163	17 189
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 549	(31)	1 518
Autres passifs financiers courants	95	43	138
Provisions et autres passifs non courants	1 268	(14)	1 254
Autres passifs financiers non courants	79	154	233
Total du passif	7 816	152	7 968
Résultats non distribués	4 739	11	4 750

Le total de l'actif a augmenté de 163 M\$, en raison principalement de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation de 128 M\$ et d'investissements nets dans des contrats de sous-location de 40 M\$. Le total du passif a augmenté de 152 M\$, la comptabilisation de nouvelles obligations locatives de 197 M\$ ayant été contrebalancée par le reclassement des passifs associés aux anciens contrats de location simple.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté les modifications d'IAS 19 portant sur la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime qui apportent des éclaircissements sur la comptabilisation des modifications, des réductions ou des liquidations de régimes à prestations définies. Ces modifications requièrent que les entités réévaluent leur passif au titre des prestations définies et utilisent les hypothèses mises à jour découlant de la réévaluation pour déterminer le coût des services rendus au cours de la période et le coût financier pour la durée restante de la période de présentation de l'information financière après la modification. Les modifications d'IAS 19 n'ont pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net ni sur les flux de trésorerie consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 ni sur la situation financière consolidée de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Le 1^{er} janvier 2019, la société a adopté l'interprétation de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») 23 *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui instaure des exigences en sus de celles qu'énonce IAS 12 *Impôts sur le résultat* en précisant comment présenter l'incidence des incertitudes relativement à la comptabilisation des impôts sur le résultat. Il y a incertitude lorsque l'application de la législation fiscale à une transaction en particulier n'est pas claire ou lorsqu'il n'est pas certain que les autorités fiscales accepteront le traitement fiscal choisi par l'entité. IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence significative sur l'état consolidé du résultat net ni sur les flux de trésorerie consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 ni la situation financière consolidée de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Méthodes comptables

Contrats de location

Périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019

Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Lorsque la société loue des biens auprès de tiers, la société est le preneur à bail. Lorsque la société loue des biens à des tiers, la société est le bailleur.

Preneur à bail

À la date de début du contrat de location, un actif au titre du droit d'utilisation du bien sous-jacent loué et une obligation locative correspondante sont comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière et évalués à leur valeur actualisée. La valeur actualisée des paiements de loyers est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas possible de déterminer facilement ce taux, la société utilise son taux d'emprunt marginal, soit le taux d'intérêt qu'obtiendrait la société pour emprunter des fonds afin de se procurer un bien d'une valeur semblable à celle du bien visé par le droit d'utilisation moyennant une garantie, un contexte économique et une durée comparables.

L'actif au titre du droit d'utilisation est pris en compte au poste « Matériel informatique et autres immobilisations corporelles, montant net » et l'obligation locative est prise en compte au poste « Autres passifs financiers » (courants ou non courants, selon la date d'échéance) à l'état consolidé de la situation financière.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués en fonction de plusieurs facteurs, dont les suivants :

- le montant initial de l'obligation locative;
- les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date;
- les coûts directs initiaux et les coûts de remise en état prévus.

Les obligations locatives correspondent à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables sur la durée des contrats de location, lesquels peuvent inclure :

- des paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- des paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux (y compris des paiements indexés à l'inflation);
- les sommes que le preneur à bail s'attend à devoir payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que le preneur à bail a la certitude raisonnable d'exercer;
- les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le preneur à bail de cette option.

Lorsqu'il existe une certitude raisonnable qu'une option de renouvellement ou de résiliation sera exercée, cette hypothèse est prise en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative liés au contrat de location visé. L'appréciation de la certitude raisonnable est effectuée à la date de début du contrat de location et réévaluée en cas de changement significatif des circonstances étayant l'appréciation.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre le passif et la charge financière, laquelle est présentée au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti, selon le mode linéaire, sur la plus courte de la durée d'utilité du bien et de la durée du contrat de location et présenté au poste « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles » à l'état consolidé du résultat net.

La plupart des contrats de location de la société sont des baux immobiliers, au titre desquels des paiements fixes correspondant aux composantes locatives et non locatives sont inclus dans la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives.

Les paiements aux termes des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins et des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés selon le mode linéaire au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. Ils ne sont pas inscrits à l'état consolidé de la situation financière.

Bailleur

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-financement lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents au bien sous-jacent est transférée au preneur à bail. Une créance équivalant à l'investissement net dans le contrat de location est comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière à la date de début du contrat et un montant correspondant est imputé au bien sous-jacent. La créance correspond à la valeur actualisée des paiements au titre de contrats non résiliables devant être versés à la société sur la durée du contrat de location. La valeur actualisée des paiements est calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est possible de déterminer facilement ce taux, ou au taux d'emprunt marginal de la société s'il n'est pas possible de déterminer facilement le taux implicite. Un profit ou une perte est comptabilisé au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » à l'état consolidé du résultat net au titre de l'écart entre la valeur comptable du bien sous-jacent et la créance locative. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la créance locative et les produits financiers, lesquels sont présentés au poste « Charges financières, montant net » à l'état consolidé du résultat net.

Lorsque la société conserve les risques et avantages inhérents au bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés en résultat net selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location, au poste « Charges d'exploitation » à l'état consolidé du résultat net. La valeur comptable du bien sous-jacent continue d'être comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière et amortie sur la durée restante, soit la plus courte de la durée d'utilité estimative du bien ou de la durée résiduelle du contrat de location.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018 (voir la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Récurrents	560	541	275	247	140	129	143	59	—	—	1 118	976
Transactions	45	54	45	51	26	20	12	12	—	—	128	137
Publications mondiales	—	—	—	—	—	—	—	—	168	171	168	171
Éliminations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)	—
Total	605	595	320	298	166	149	155	71	168	171	1 413	1 284

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Récurrents	1 665	1 613	813	734	460	434	430	184	—	—	3 368	2 965
Transactions	137	160	177	189	110	108	36	31	—	—	460	488
Publications mondiales	—	—	—	—	—	—	—	—	497	522	497	522
Éliminations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2)	(1)
Total	1 802	1 773	990	923	570	542	466	215	497	522	4 323	3 974

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Trimestres clos les 30 septembre	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
États-Unis	493	479	262	238	134	123	103	20	110	122	1 102	982
Canada (pays de résidence)	9	18	2	3	4	3	1	1	26	20	42	45
Autres	6	5	15	14	21	14	2	3	6	3	50	39
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	508	502	279	255	159	140	106	24	142	145	1 194	1 066
Royaume-Uni	54	52	24	27	3	4	8	7	11	10	100	100
Autres	14	16	9	9	1	1	26	26	5	5	55	57
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	68	68	33	36	4	5	34	33	16	15	155	157
Asie-Pacifique	29	25	8	7	3	4	15	14	10	11	65	61
Éliminations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1)	—
Total	605	595	320	298	166	149	155	71	168	171	1 413	1 284

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Total	
Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
États-Unis	1 472	1 440	808	738	462	439	309	57	346	369	3 397	3 043
Canada (pays de résidence)	31	39	8	8	21	20	2	2	64	60	126	129
Autres	19	17	45	48	62	55	7	7	17	18	150	145
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	1 522	1 496	861	794	545	514	318	66	427	447	3 673	3 317
Royaume-Uni	154	159	77	79	14	15	21	21	30	35	296	309
Autres	45	48	28	29	1	1	82	84	13	11	169	173
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	199	207	105	108	15	16	103	105	43	46	465	482
Asie-Pacifique	81	70	24	21	10	12	45	44	27	29	187	176
Éliminations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2)	(1)
Total	1 802	1 773	990	923	570	542	466	215	497	522	4 323	3 974

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées : Professionnels du droit, Grandes sociétés, Fiscalité et comptabilité, Reuters News et Publications mondiales. Au deuxième trimestre de 2019, la société a changé la dénomination de son secteur Fiscalistes, qui s'appelle maintenant Fiscalité et comptabilité, afin de mieux refléter la nature des clients de ce secteur. La société n'a pas changé sa façon de gérer ces activités. Les méthodes comptables suivies par les secteurs sont les mêmes que celles qu'applique la société.

Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des services offerts par la société dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la réglementation et de la conformité.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux autorités fiscales gouvernementales et aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News

Le secteur Reuters News est un fournisseur de services d'information et de nouvelles multimédias en temps réel pour les journaux, les réseaux de télédiffusion et de câblodiffusion, les stations de radio et les sites Web du monde entier, ainsi que pour Refinitiv.

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Siège social qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires				
Professionnels du droit	605	595	1 802	1 773
Grandes sociétés	320	298	990	923
Fiscalité et comptabilité	166	149	570	542
Reuters News	155	71	466	215
Publications mondiales	168	171	497	522
Éliminations	(1)	-	(2)	(1)
Produits des activités ordinaires consolidés	1 413	1 284	4 323	3 974
BAIIA ajusté				
Professionnels du droit	227	206	686	595
Grandes sociétés	110	105	330	311
Fiscalité et comptabilité	35	32	188	153
Reuters News	5	5	31	21
Publications mondiales	71	76	218	233
Charges liées au siège social	(103)	(111)	(356)	(222)
BAIIA ajusté	345	313	1 097	1 091
Ajustements de juste valeur (note 5)	9	5	6	1
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(38)	(24)	(110)	(83)
Dotation aux amortissements des logiciels	(117)	(96)	(326)	(294)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(28)	(26)	(80)	(83)
Autres profits d'exploitation, montant net	91	1	396	13
Résultat d'exploitation consolidé	262	173	983	645
Charge d'intérêts, montant net	(40)	(82)	(112)	(241)
Autres (charges financières) produits financiers	(3)	(11)	(32)	10
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(304)	1	(555)	5
Produit (charge) d'impôt	13	(128)	(35)	(152)
(Perte) bénéfice lié aux activités poursuivies	(72)	(47)	249	267

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-après et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au résultat tiré des activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les ajustements de juste valeur et les éléments liés au siège social.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Chaque secteur se voir attribuer, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, aux ventes commerciales, à l'immobilier et à l'élaboration de produits et de contenus, ainsi qu'une partie des coûts des produits lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.
- Le BAIIA ajusté consolidé se compose du BAIIA ajusté des secteurs à présenter et de la catégorie Siège social.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et qu'elle engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les produits des activités ordinaires de la société peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. En outre, le caractère saisonnier du résultat d'exploitation de la société pourrait également être touché par le calendrier des charges du siège social, puisqu'elle engage des charges importantes en vue du repositionnement de ses activités depuis la vente du secteur Activités financières et risque.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Salaires, commissions et indemnités	604	610	1 835	1 788
Paiements fondés sur des actions	14	12	41	35
Avantages postérieurs à l'emploi	31	39	99	111
Total des frais de personnel	649	661	1 975	1 934
Biens et services ¹⁾	325	199	970	662
Données	63	61	192	173
Télécommunications	11	18	34	32
Biens immobiliers	20	32	55	82
Ajustements de juste valeur ²⁾	(9)	(5)	(6)	(1)
Total des charges d'exploitation	1 059	966	3 220	2 882

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation, et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Représentent essentiellement les profits ou pertes attribuables à l'effet des variations des cours de change sur les soldes intragroupes dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres profits d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 91 M\$ et à 1 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, respectivement, et à 396 M\$ et à 13 M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018, respectivement. Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 tiennent compte d'un apport respectif de 91 M\$ et de 366 M\$ découlant de la réévaluation des bons de souscription de Refinitiv détenus par la société (voir la note 12). De plus, les résultats de chaque période tiennent compte des produits liés à une licence qui permet à Refinitiv d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services (voir la note 20). Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 tiennent compte également des profits nets tirés de la vente de plusieurs petites entreprises. Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 tenaient compte d'un profit à la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à The Woodbridge Company Limited (« Woodbrige »), le principal actionnaire de la société.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges financières (produits financiers), comme l'indique le tableau suivant.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Charge d'intérêts				
Dettes	39	74	116	218
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	1	1	2	4
Autres, montant net	1	4	10	6
Pertes (profits) sur la juste valeur des instruments financiers				
Couvertures de flux de trésorerie, virement depuis les capitaux propres	5	(24)	(14)	44
(Profits) pertes de change sur la dette, montant net	(5)	24	14	(44)
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	41	79	128	228
Charge d'intérêts – contrats de location ¹⁾	2	–	5	–
Coût financier net – régimes de retraite et régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi	6	6	19	20
Produit d'intérêts	(9)	(3)	(40)	(7)
Charge d'intérêts, montant net	40	82	112	241

1) Découle de l'adoption d'IFRS 16 en 2019. Voir la note 1.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net	4	11	33	(7)
Profits sur instruments dérivés, montant net	(1)	–	(1)	(3)
Autres charges financières (produits financiers)	3	11	32	(10)

Pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change, montant net

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Profits sur instruments dérivés, montant net

Le montant net des profits sur instruments dérivés se compose surtout de montants se rapportant à des contrats de change.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent principalement de la participation de 45 % de la société dans Refinitiv.

La quote-part de la société du résultat après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	(305)	–	(563)	–
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1	1	8	5
Total de la quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(304)	1	(555)	5

Le tableau suivant présente les composantes des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière.

	30 septembre	31 décembre
	2019	2018
Refinitiv (participation de 45 %)	1 366	2 031
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	164	155
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	1 530	2 186

Les tableaux ci-après présentent un sommaire de l'information financière liée à Refinitiv sur une base de 100 %, ainsi qu'un rapprochement avec la valeur comptable de la participation de la société.

	Trimestre clos le 30 septembre	Période de neuf mois close le 30 septembre
	2019	2019
Produits des activités ordinaires	1 557	4 674
Perte nette	(656)	(1 201)
Moins : Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(21)	(50)
Perte nette attribuable à Refinitiv	(677)	(1 251)
Autres éléments du résultat global attribuables à Refinitiv	(191)	(227)
Résultat global attribuable à Refinitiv	(868)	(1 478)

	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Actifs		
Actifs courants	2 753	2 284
Actifs non courants	20 508	20 978
Total des actifs	23 261	23 262
Passifs		
Passifs courants	2 395	1 849
Passifs non courants	15 574	14 917
Total des passifs	17 969	16 766
Actif net	5 292	6 496
Participations ne donnant pas le contrôle	(2 054)	(1 924)
Autres ¹⁾	(202)	(58)
Actif net attribuable à Refinitiv	3 036	4 514
Actif net attribuable à Refinitiv à l'ouverture de la période	4 514	5 218
Perte nette attribuable à Refinitiv	(1 251)	(532)
Autres éléments du résultat global attribuables à Refinitiv	(227)	(172)
Actif net attribuable à Refinitiv à la clôture de la période	3 036	4 514
Quote-part de Thomson Reuters en pourcentage	45 %	45 %
Valeur comptable de Thomson Reuters	1 366	2 031

1) Représentent les transactions exclues de la quote-part de 45 % du résultat global revenant à Thomson Reuters.

Transaction envisagée visant London Stock Exchange Group plc (« LSEG ») et Refinitiv

Le 1^{er} août 2019, la société a annoncé avoir convenu, avec des fonds de capital-investissement liés à Blackstone, de vendre Refinitiv à LSEG dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions, selon une valeur d'entreprise totale d'environ 27 G\$, LSEG pouvant toutefois, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie. À la suite de cette transaction, le consortium de Blackstone et Thomson Reuters devrait détenir une participation combinée de 37 % dans LSEG, dont une tranche d'environ 15 % serait attribuable à Thomson Reuters. La transaction envisagée est assujettie à l'approbation des actionnaires de LSEG, aux autorisations d'ordre réglementaire et aux conditions usuelles de clôture. Elle devrait être conclue au cours du deuxième semestre de 2020. La société prévoit enregistrer un profit considérable à la clôture de la transaction.

Note 9 : Imposition

(Le produit) la charge d'impôt s'est établi à (13) M\$ et à 128 M\$ pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, respectivement, et à 35 M\$ et à 152 M\$ pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018, respectivement. La charge d'impôt pour les deux périodes de 2019 comprend une charge de 58 M\$ liée à l'adoption d'une réforme fiscale à l'étranger. Cette charge reflète l'estimation de la société de l'impôt différé devant être comptabilisé à l'égard des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales de certains actifs, qui selon la société devraient se résorber au cours des périodes visées par les nouveaux taux d'impôt applicables à l'étranger. La charge d'impôt pour les deux périodes de 2018 comprend des charges de 95 M\$ associées à la séparation du secteur Activités financières et risque du reste de la société. (Le produit) la charge d'impôt de chaque période rend compte des divers territoires fiscaux où les résultats avant impôt ont été comptabilisés. Puisque la répartition géographique des résultats avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle de l'exercice complet, le produit ou la charge d'impôt des périodes intermédiaires pourrait ne pas rendre compte (du produit) de la charge d'impôt de tout l'exercice.

Note 10 : Activités abandonnées

Le 1^{er} octobre 2018, la société a vendu une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque. La société a conservé une participation de 45 % dans le secteur, qui s'appelle maintenant Refinitiv. Les résultats du secteur Activités financières et risque pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 sont présentés dans les activités abandonnées dans les états financiers consolidés. Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 tiennent compte de produits résiduels et d'éléments de charges au titre des passifs liés aux entreprises qui étaient auparavant classées dans les activités abandonnées, y compris le secteur Activités financières et risque.

Le tableau suivant résume le résultat tiré des activités abandonnées.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires	–	1 541	–	4 677
Charges	19	(1 059)	(18)	(3 279)
Résultat tiré des activités abandonnées, avant impôt	19	482	(18)	1 398
Produit (charge) d'impôt ¹⁾	9	(133)	9	(1 017)
Résultat tiré des activités abandonnées, après impôt	28	349	(9)	381

1) Les résultats du trimestre et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018 tiennent compte respectivement d'une charge d'impôt différé de 38 M\$ et de 850 M\$ qui ont été comptabilisées lorsque le secteur Activités financières et risque a été classé comme détenu en vue de la vente. Il n'était pas nécessaire de comptabiliser cet impôt différé auparavant, car ces activités n'étaient pas considérées comme détenues en vue de la vente jusqu'en janvier 2018.

Note 11 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action tiré des activités poursuivies est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
(Perte) bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	(44)	272	240	558
Moins : Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	–	(1)	(2)	(2)
(Perte) bénéfice utilisé pour le résultat consolidé par action	(44)	271	238	556
Moins : (Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, après impôt	(28)	(349)	9	(381)
Moins : Participations ne donnant pas le contrôle liées aux activités abandonnées	–	30	–	90
(Perte) bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	(72)	(48)	247	265

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	500 772 400	700 682 178	500 946 808	706 494 346
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	468 080	530 241	469 122	687 447
Nombre pour le résultat de base	501 240 480	701 212 419	501 415 930	707 181 793
Incidence des options sur actions et des UANRT	–	–	1 745 452	893 186
Nombre pour le résultat dilué	501 240 480	701 212 419	503 161 382	708 074 979

Comme la société a déclaré une perte nette tirée des activités poursuivies pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires entrant dans le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action est identique, puisque l'incidence des options sur actions et des autres attributions incitatives en actions viendrait réduire la perte par action et aurait donc un effet anti-dilutif.

Note 12 : Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant détaille les actifs et les passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
30 septembre 2019					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	473	674	—	—	1 147
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 112	—	—	—	1 112
Autres actifs financiers courants	54	1	—	—	55
Autres actifs financiers non courants	49	382	24	—	455
Dettes fournisseurs (note 14)	(165)	—	—	—	(165)
Charges à payer (note 14)	(697)	—	—	—	(697)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(104)	—	—	—	(104)
Dette à long terme	(3 229)	—	—	—	(3 229)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(222)	—	—	(71)	(293)
Total	(2 729)	1 057	24	(71)	(1 719)

1) Compte tenu d'obligations locatives de 55 M\$ comptabilisées en 2019 du fait de l'adoption d'IFRS 16. Voir la note 1.

2) Compte tenu d'obligations locatives de 220 M\$ comptabilisées en 2019 du fait de l'adoption d'IFRS 16. Voir la note 1.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 décembre 2018					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	316	2 390	—	—	2 706
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 313	—	—	—	1 313
Autres actifs financiers courants	75	1	—	—	76
Autres actifs financiers non courants	14	16	23	—	53
Dette courante	(3)	—	—	—	(3)
Dettes fournisseurs (note 14)	(326)	—	—	—	(326)
Charges à payer (note 14)	(854)	—	—	—	(854)
Autres passifs financiers courants	(95)	—	—	—	(95)
Dette à long terme	(3 213)	—	—	—	(3 213)
Autres passifs financiers non courants	(1)	(2)	—	(76)	(79)
Total	(2 774)	2 405	23	(76)	(422)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 36 M\$ et de 24 M\$ au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Papier commercial

Aux termes de son programme de papier commercial, la société peut émettre des billets jusqu'à un maximum de 2,0 G\$. Aucun papier commercial n'était en cours au 30 septembre 2019.

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit d'un montant de 2,4 G\$ qui vient à échéance en novembre 2021 et peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins de financement de son programme de papier commercial). Au 30 septembre 2019, il n'y avait aucun solde d'emprunt sur cette facilité de crédit. D'après les notations de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux LIBOR/EURIBOR majoré de 110 points de base. La société peut aussi demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à concurrence de 3,0 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés connexes est présentée ci-après.

Dettes et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeurs comptables ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette à long terme » et « Dette courante », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Les tableaux suivants résument la dette et les instruments dérivés connexes qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
30 septembre 2019	Dettes primaires		Dettes primaires	
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	414	71	423	71
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021 ¹⁾	139	—	142	—
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	—	644	—
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	—	254	—
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	—	518	—
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	—	122	—
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	—	416	—
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	—	458	—
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	491	—	602	—
Total	3 229	71	3 579	71
Partie non courante	3 229	71		

	Valeur comptable		Juste valeur	
		Passif au titre des instruments dérivés		Passif au titre des instruments dérivés
31 décembre 2018	Dettes primaires		Dettes primaires	
Banques et autres	3	—	3	—
Billets à 3,309 %, 550 \$ CA, échéant en 2021	402	76	407	76
Billets à 3,95 %, 350 \$, échéant en 2021 ¹⁾	138	—	139	—
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	596	—	607	—
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	240	—	233	—
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	495	—	458	—
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	—	105	—
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	—	364	—
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	—	406	—
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	490	—	524	—
Total	3 216	76	3 246	76
Partie courante	3	—		
Partie non courante	3 213	76		

1) Les billets ont été rachetés en partie en octobre 2018.

Contrats de change

Au troisième trimestre de 2019, la société a conclu des contrats de change en vue de vendre des livres sterling afin de gérer le risque de change lié aux flux de trésorerie compte non tenu de la dette. Au 30 septembre 2019, le montant notionnel cumulé en dollars américains de ces contrats était de 111 M\$. La juste valeur de ces contrats correspond à un actif de 1 M\$, présenté au poste « Autres actifs financiers courants » à l'état consolidé de la situation financière.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux suivants indiquent les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

30 septembre 2019				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	–	674	–	674
Contrats de change à terme ¹⁾	–	1	–	1
Bons de souscription ²⁾	–	–	382	382
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	–	675	382	1 057
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	–	24	–	24
Total des actifs	–	699	382	1 081
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	–	(71)	–	(71)
Total des passifs	–	(71)	–	(71)

31 décembre 2018				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	–	2 390	–	2 390
Bons de souscription ²⁾	–	–	16	16
Dérivés incorporés ⁵⁾	–	1	–	1
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	–	2 391	16	2 407
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	2	21	–	23
Total des actifs	2	2 412	16	2 430
Passifs				
Contrepartie éventuelle ⁶⁾	–	–	(2)	(2)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	–	–	(2)	(2)
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	–	(76)	–	(76)
Total des passifs	–	(76)	(2)	(78)

1) Utilisés pour gérer le risque de change lié au flux de trésorerie compte non tenu de la dette.

2) Les bons de souscription ont trait à la participation de la société dans Refinitiv comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence (voir la note 8).

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

5) Se rapportent principalement aux contrats conclus par des filiales hors des États-Unis avec leurs clients relativement à l'établissement de prix en dollars américains.

6) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

Le tableau qui suit présente le changement touchant l'évaluation de la juste valeur de niveau 3 des bons de souscription de Refinitiv pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2019
31 décembre 2018	16
Profit inscrit au poste « Autres profits d'exploitation, montant net »	366
30 septembre 2019	382

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations spécifiques à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument est classé au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas fondées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Les prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Évaluation des bons de souscription de Refinitiv

- Le 1^{er} août 2019, la société a convenu, avec des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone, de vendre Refinitiv, entreprise dans laquelle la société détient une participation de 45 %¹⁾ à LSEG, dans le cadre d'une transaction avec échange d'actions selon laquelle une valeur d'entreprise de 27 G\$ est attribuée à Refinitiv, LSEG pouvant toutefois, à son gré, régler jusqu'à 2,5 G\$ de la contrepartie en trésorerie (voir la note 8). Aux termes de la convention de bons de souscription, la transaction envisagée constituera un changement de contrôle selon lequel l'exercice des bons de souscription dans le cadre de la clôture de la transaction accroîtra le pourcentage de participation de la société dans Refinitiv, le faisant passer de 45 %¹⁾ à 47,6 %¹⁾. Compte tenu de la signature d'une convention définitive visant la vente des activités de Refinitiv, la valeur des bons de souscription au 30 septembre 2019 est fondée principalement sur le nombre d'actions supplémentaires de Refinitiv auquel la société aura droit à la clôture et sur le cours de l'action de LSEG le 30 septembre 2019. L'évaluation tient également compte (sur une base moyenne pondérée) de différentes issues selon la probabilité que la clôture de la transaction envisagée ait lieu. Au cours de périodes ultérieures, les bons de souscription seront réévalués en fonction du cours de clôture de l'action de LSEG à la date de clôture de chaque période de présentation de l'information financière, et elle reflétera l'évaluation continue que fera la direction de la probabilité que la clôture de la transaction envisagée ait lieu, notamment à la lumière de l'avancement du processus d'obtention de l'approbation des actionnaires de LSEG et des approbations d'ordre réglementaire requises et de l'évolution de la probabilité que les conditions usuelles de clôture soient remplies.
- Le modèle de simulation Monte-Carlo, qui est une composante de l'évaluation de la juste valeur des bons de souscription de Refinitiv, génère des valeurs fondées sur les résultats aléatoires de simulations de distribution de probabilités. Les principales données d'entrée du modèle Monte-Carlo comprennent les suivantes : la valeur estimée des titres de capitaux propres de Refinitiv; la structure du capital de Refinitiv; la volatilité attendue; le taux de rendement sans risque; les dividendes ou distributions annuels; ainsi que les hypothèses concernant le moment de la survenance d'un événement de liquidité. En règle générale, une augmentation de la valeur des titres de capitaux propres entraînerait une hausse de la juste valeur des bons de souscription et, inversement, une diminution entraînerait une baisse de la juste valeur des bons de souscription.

1) Représente le pourcentage de participation avant la dilution pour les titres de capitaux de propres de la direction résultant d'un changement de contrôle.

Note 13 : Autres actifs non courants

	30 septembre 2019	31 décembre 2018
Excédents nets des régimes à prestations définies ¹⁾	108	7
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	314	300
Commissions différées	72	82
Autres actifs non courants	48	57
Total des autres actifs non courants	542	446

1) La situation de capitalisation du régime de retraite à prestations définies des employés du Royaume-Uni a changé, passant d'une obligation nette à un surplus net, la société ayant versé une cotisation de 167 M\$ au régime en février 2019.

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	30 septembre	31 décembre
	2019	2018
Dettes fournisseurs	165	326
Charges à payer	697	854
Provisions	107	203
Autres passifs courants	79	166
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	1 048	1 549

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	30 septembre	31 décembre
	2019	2018
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	769	708
Rémunération et intéressement du personnel différés	138	128
Provisions	106	128
Positions fiscales incertaines	210	223
Autres passifs non courants	37	81
Total des provisions et autres passifs non courants	1 260	1 268

Note 16 : Capital-actions**Rachats d'actions**

La société peut occasionnellement racheter des actions (et les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »). En août 2019, la société a renouvelé son offre de rachat pour une période supplémentaire de 12 mois. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, la société peut racheter jusqu'à 25 millions d'actions ordinaires entre le 19 août 2019 et le 18 août 2020 dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés si la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions dans le cadre d'opérations sur le marché libre aux termes de l'offre de rachat correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Le tableau ci-après fait état des rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	98	129	288	488
Actions rachetées (en millions)	1,5	3,1	5,0	12,2
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	68,34 \$	41,13 \$	58,11 \$	39,95 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. La société peut choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si elle ne possède pas d'information importante la concernant ou concernant ses titres dont le public ne serait pas encore au fait, la société peut établir un programme prédéfini avec son courtier en vue de racheter des actions pendant les périodes au cours desquelles elle n'est normalement pas active sur les marchés en raison de ses propres périodes d'interdiction d'opérations, de ses propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme conclu avec le courtier de la société sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes versés sur les actions ordinaires s'établissent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,360 \$	0,345 \$	1,080 \$	1,035 \$
Dividendes déclarés	180	242	541	732
Dividendes réinvestis	(5)	(10)	(17)	(25)
Dividendes versés	175	232	524	707

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	38	39	119	115
Pertes (profits) de change et sur instruments financiers dérivés, montant net	7	8	35	(9)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	304	(1)	555	(5)
Réévaluation des bons de souscription de Refinitiv (note 12)	(91)	—	(366)	—
Autres	(25)	3	(29)	6
	233	49	314	107

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Créances clients et autres créances d'exploitation	58	3	154	64
Charges payées d'avance et autres actifs courants	2	(49)	51	(30)
Autres actifs financiers	(5)	7	28	48
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	50	133	(346)	(63)
Produits différés	(37)	(57)	(9)	(12)
Autres passifs financiers	6	(4)	(27)	(50)
Impôt sur le résultat	(59)	29	(49)	27
Autres	5	(25)	(44)	(47)
	20	37	(242)	(63)

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt sur le résultat (payé) recouvré.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(119)	(12)	(233)	(55)
Activités d'exploitation – activités abandonnées	9	(43)	(45)	(95)
Activités d'investissement – activités poursuivies	—	—	(1)	—
Total de l'impôt sur le résultat payé	(110)	(55)	(279)	(150)

Note 18 : Acquisitions

Les acquisitions se composent principalement de l'achat d'entreprises qui sont intégrées aux activités actuelles afin d'élargir la gamme de produits et services offerts aux clients par la société et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les acquisitions comprennent également les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Activités d'acquisition

Les deux entreprises acquises au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, et la contrepartie totale connexe s'établissent comme suit :

	Trimestre clos le 30 septembre	Période de neuf mois close le 30 septembre
	2019	2019
Contrepartie totale		
Entreprises acquises	855	855
Moins la trésorerie acquise	(36)	(36)
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	819	819
Participations dans des entreprises	(3)	2
	816	821

Le tableau suivant présente le sommaire des certaines acquisitions réalisées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Juillet 2019	Confirmation	Fiscalité et comptabilité / Grandes sociétés	Fournisseur de services numériques de confirmation d'audit pour cabinets d'experts-comptables, banques et cabinets d'avocats
Juillet 2019	HighQ	Professionnels du droit / Grandes sociétés	Fournisseur d'outils de collaboration pour les segments de marché juridiques et réglementaires

Répartition du prix d'acquisition

Chaque regroupement d'entreprises a été comptabilisé au moyen de la méthode de l'acquisition. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis les dates d'acquisition respectives. La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives.

Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

	Trimestre clos le 30 septembre	Période de neuf mois close le 30 septembre
	2019	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36	36
Créances clients	5	5
Charges payées d'avance et autres actifs courants	5	5
Actifs courants	46	46
Matériel informatique et autres immobilisations corporelles	5	5
Logiciels	78	78
Autres immobilisations incorporelles identifiées	177	177
Autres actifs non courants	1	1
Total des actifs	307	307
Dettes d'exploitation et charges à payer	(7)	(7)
Produits différés	(16)	(16)
Autres passifs financiers	(1)	(1)
Passifs courants	(24)	(24)
Provisions et autres passifs non courants	(1)	(1)
Impôt différé	(55)	(55)
Total des passifs	(80)	(80)
Actifs nets acquis	227	227
Goodwill	628	628
Total	855	855

L'excédent du prix d'acquisition sur le montant net des immobilisations corporelles et incorporelles identifiées acquises et des passifs repris a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées en 2019 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Les transactions ont été réalisées par l'acquisition de la totalité des instruments de capitaux propres ou des actifs nets des entreprises acquises.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation enregistrés par les entreprises acquises depuis la date d'acquisition ne sont pas significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 19 : Éventualités

Actions et réclamations en justice

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces différends portent notamment sur des questions liées à l'emploi, des questions commerciales et des poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces différends ne sont pas encore réglés, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir d'incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant sur de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour voir si le montant est suffisant et les ajuste en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude entourant les contrôles fiscaux, il se peut qu'un passif découlant de ces contrôles ou d'un litige connexe diffère de façon importante des provisions de la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Note 20 : Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2019, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge, détenait en propriété réelle environ 66 % des actions de la société.

Transactions avec Refinitiv

Dans le cadre de la vente par la société d'une participation de 55 % dans son secteur Activités financières et risque, Reuters News et Refinitiv ont signé une entente d'une durée de 30 ans commençant le 1^{er} octobre 2018 aux termes de laquelle Reuters News fournira au partenariat Refinitiv des nouvelles et du contenu éditorial d'une valeur minimale de 325 M\$ par année. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a comptabilisé des produits des activités ordinaires de 252 M\$ au titre de cette entente. Refinitiv peut également obtenir une licence permettant d'utiliser la marque Reuters dans ses produits et services pour la durée de cette entente, sous réserve de certaines restrictions contractuelles. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a comptabilisé des produits de 18 M\$ au poste « Autres profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net au titre de cette licence.

Pour faciliter la séparation, la société et Refinitiv ont convenu de se fournir mutuellement des services de soutien à l'exploitation, dont des services technologiques et administratifs, sur une période s'étendant sur plusieurs années. En outre, la société et Refinitiv ont reconduit mutuellement leurs baux immobiliers. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la société a inscrit les montants suivants à titre de charges ou de compte de charges de contrepartie, selon le cas, relativement à ces transactions :

	Fournis par Thomson Reuters à Refinitiv – compte de charges de contrepartie	Fournis par Refinitiv à Thomson Reuters – (charges)
Services de transition	23	(45)
Immeubles loués	29	(27)

Au 30 septembre 2019, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de Refinitiv de 210 M\$ et un montant à payer à Refinitiv de 100 M\$.

Outre les transactions susmentionnées, aucune autre transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 31 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2018 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Note 21 : Événements postérieurs à la date de clôture**Acquisition de FC Business Intelligence**

En octobre 2019, la société a fait l'acquisition de FC Business Intelligence, un spécialiste des événements interentreprises mondiaux qui organise des conférences de haut niveau et des expositions pour des entreprises de divers secteurs, notamment les secteurs de l'énergie et des assurances, le secteur pharmaceutique, les secteurs des transports et du voyage et les secteurs de services stratégiques et des technologies. L'entreprise sera renommée Reuters Events et sera exploitée au sein du secteur Reuters News.

Rachats d'actions

En octobre 2019, la société a annoncé son projet de lancer un programme de rachat qui lui permettra de racheter une tranche additionnelle de ses actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ plus tard cette année et une tranche additionnelle de ses actions ordinaires d'un montant maximal de 200 M\$ en 2020. La mise en œuvre de ce programme dépendra de facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance.